CANDIDATURE AU PATRIMOINE MONDIAL – COMMENTAIRES DE L'UICN À L'ICOMOS

DJERBA : PAYSAGE CULTUREL, TÉMOIGNAGE D'UN MODE D'OCCUPATION D'UN TERRITOIRE INSULAIRE (TUNISIE)

L'UICN communique les commentaires suivants à l'ICOMOS en se fondant sur deux évaluations théoriques externes et une évaluation du dossier de la candidature réalisée par le Panel du patrimoine mondial de l'UICN. Située près du littoral méridional de la Méditerranée, l'île de Djerba (51 400 ha) comprend le bien en série proposé formé de 31 éléments composants. Le site est proposé comme paysage culturel en vertu du critère (v) ; il couvre 1030,9 ha et, avec ses zones tampons, 4125,23 ha. Le thème de la proposition est l'urbanisme insulaire qui s'est développé du 9^e au 18^e siècle comme exemple de l'adaptation et de l'interaction entre les êtres humains et l'environnement.

L'UICN fait observer que l'on trouve à Djerba trois Sites Ramsar inscrits en 2007 (Djerba Ras Rmel, 1856 ha ; Djerba Bin El Ouedian, 12 082 ha ; et Djerba Guellala, 2285 ha). Ces Sites Ramsar, et Djerba dans son ensemble, abritent plusieurs espèces menacées, notamment le courlis à bec grêle *Numenius tenuirostris*, En danger critique d'extinction ; la grande nacre *Pinna nobilis* et le vautour percnoptère *Neophron percnopterus*, En danger, ainsi que l'insecte *Thorectes puncticollis*. Une nouvelle espèce de plante, *Limonium steppicum*, a été récemment découverte dans les marais salés de Djerba. Les aires de répartition de certaines de ces espèces pourraient s'étendre dans le bien proposé.

Aucun des Sites Ramsar ne chevauche le bien proposé mais deux d'entre eux jouxtent les éléments composants proposés. Les activités humaines telles que les pressions du tourisme, la pollution, l'exploitation du sable et le ramassage des coquillages peuvent influencer sur l'état de conservation de ces Sites Ramsar et des espèces mentionnées plus haut. L'expansion du tourisme pourrait exacerber les pressions sur les valeurs naturelles d'importance internationale de l'île, de sorte que l'UICN recommande à l'ICOMOS d'examiner, avec l'État partie, la possibilité d'établir des indicateurs de capacité de charge adaptés au contexte des éléments composants proposés et de l'île dans son ensemble.